

NOTES DE LECTURE

Marc ROCHE

Le Brexit va réussir

(Albin Michel, 2018, 236 p., 18,50 €)



Cet essai délibérément provocateur avance la thèse selon laquelle le Brexit, loin d'être une catastrophe, sera une réussite pour le Royaume-Uni. Cette affirmation soulève immédiatement deux questions : en quoi consiste la réussite ; qui en seraient les bénéficiaires ? Selon Roche, le Brexit permettra au Royaume-Uni de négocier des accords bilatéraux avantageux avec des pays tiers, y compris les pays en voie de développement ; de continuer à exporter son *soft power* par le biais de la marque Windsor, l'industrie de la création et ses universités internationalement reconnues ; d'attirer de nouveaux investissements en devenant un paradis fiscal ; de s'imposer comme « la dernière vraie puissance européenne en matière de défense et de sécurité » tout en renforçant son partenariat militaire avec la France ; de développer une nouvelle politique industrielle et agricole ; et de choisir sa propre politique

de l'immigration. Bref, le Brexit devrait permettre au Royaume-Uni d'avoir le beurre et l'argent du beurre. Il reconnaît cependant que tout cela aura un coût, surtout pour celles et ceux qui sont déjà les plus défavorisé.e.s, et qui seront condamné.e.s à vivre dans une société encore plus inégalitaire avec un État providence de plus en plus fragile. Mais, au final, Roche semble convaincu que tout cela vaut le coût. Les vrais bénéficiaires de la « réussite » du Brexit seront ceux qui sont déjà riches.

Roche se présente comme un récent converti à la cause du Brexit et, comme on le sait, les croyants les plus récemment convertis sont souvent les plus évangéliques. Cet essai présente une vision du Brexit qui correspond aux fantasmes les plus délirants des *Brexiters* les plus ardents. En tant que tel, cet essai constitue un aperçu très intéressant de l'état d'esprit des conservateurs ultralibéraux qui continuent à mener la campagne

183

pour un Brexit dur. Cependant, il ne fait pas grand-chose pour permettre au lecteur de saisir les complexités des enjeux du Brexit. Roche se livre à de nombreux raccourcis et simplismes. Prenons quelques exemples.

Roche présente un point de vue du Royaume-Uni – ou plutôt de l'Angleterre – car il néglige les autres nations de cet État (le cas de l'Écosse ne mérite qu'un court paragraphe) – simpliste et dépourvu d'esprit critique. Il admire la monarchie, le *fair-play*, le *self-control*, l'esprit darwinien et le *Dunkirk spirit* des Britanniques, sans dépasser les stéréotypes pour aborder les contradictions de cette société qui se caractérise également par une tradition républicaine, solidaire et révolutionnaire. Il commence chaque chapitre par un petit récit qui met en scène les différents membres de la famille royale. Il se permet d'imaginer que la reine aurait voté en faveur du Brexit si elle en avait eu le droit ou que David Cameron était l'un de ses Premiers ministres préférés. C'est peut-être divertissant, mais ce n'est guère informatif.

Sa vision idéaliste du « modèle anglais » l'amène à des conclusions qui sont peu convaincantes. Il affirme que le Brexit permettra au Royaume-Uni de disposer d'« une vraie politique migratoire » qui serait « non discriminatoire », « plus nuancée, plus compassionnelle et moins idéologique ». Il est vrai que le Brexit permettra aux Britanniques de traiter tous les migrants sur un pied d'égalité, peu importe leur origine ou ethnicité. Mais cela ne veut pas dire pour autant que la politique deviendra un modèle d'égalité de traitement. Il ne faut pas

oublier que la politique migratoire du gouvernement actuel ne s'arrête pas aux frontières du royaume mais qu'elle s'est étendue au sein de la société britannique dans les domaines du logement, de la santé ou de l'emploi... Le gouvernement souhaite poursuivre sa politique d'« environnement hostile » à l'immigration, selon laquelle employeurs, bailleurs et médecins sont contraints à contrôler la régularité de séjour de leurs « clients » (même si elle est actuellement présentée sous le nom de *compliant environment* ou « environnement de conformité »). C'est cette politique qui a directement conduit au scandale de « Windrush » au printemps 2018 à la suite des révélations du *Guardian* selon lesquelles des immigrés arrivés au Royaume-Uni entre 1948 et 1973 et bénéficiant du droit d'installation en tant que ressortissants du Commonwealth se sont vus privés de soins médicaux, d'emploi, voire menacés d'expulsion faute de pouvoir justifier de leur nationalité britannique. Comme l'a souligné la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, la politique crée un environnement hostile à toutes les personnes non blanches¹. D'ailleurs, la question de l'immigration continuera sans doute à être invoquée par les populistes pour détourner l'attention de l'électorat d'autres problèmes plus fondamentaux.

C'est pourquoi Roche est très malavisé lorsqu'il déclare que le populisme est mort au Royaume-Uni, affirmant que la chute du *United Kingdom Independence Party* de Nigel

Farage dans les sondages et aux élections signifie que le populisme a disparu. Il ignore que le populisme à la britannique n'est pas seulement incarné par des individus comme Nigel Farage, mais qu'il contamine également la politique des partis traditionnels, notamment le parti conservateur. Rien n'a été plus populiste que le discours télévisé de la Première ministre le 13 mars dernier lorsqu'elle a tenu le Parlement responsable du report de la date du départ du Royaume-Uni et a déclaré qu'elle était du côté du «peuple». Roche approuverait ce discours puisqu'il affirme que le respect du résultat du référendum signifie que la Grande Bretagne est «une vraie démocratie». On peut débattre longuement des mérites du référendum comme instrument démocratique, mais ce que l'on peut affirmer avec certitude, c'est que le seul fait de respecter le référendum ne fait pas du Royaume-Uni un modèle de démocratie. Le Brexit est justement en train de révéler les limites d'un système dans lequel

un État unitaire ignore la volonté démocratique des autres nations qui le constituent, notamment la volonté de l'Écosse de rester dans l'Union européenne. D'ailleurs, le pouvoir et l'influence grandissants du secteur de la finance, que Roche considère comme l'un des principaux facteurs de la réussite britannique post-Brexit, ne fera qu'exacerber les conditions de ce que le politologue Colin Crouch a appelé en 2004 la postdémocratie selon laquelle la démocratie n'est qu'un simulacre, car le peuple est de plus en plus éloigné des processus décisionnels².

Roche conclut que le Royaume-Uni restera uni après le Brexit et que le monarque sera le garant de cette unité. Or, il n'explique ni comment une société de plus en plus inégalitaire arrivera à rester unie, ni comment l'État britannique arrivera à apaiser les tensions en Écosse ou en Irlande du Nord. Une chose est certaine: il faudrait bien plus que la monarchie pour garantir l'unité.

EMMA BELL

185

¹ Tendayi Achiume, «End of Mission Statement of the Special Rapporteur on Contemporary Forms of Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerance at the Conclusion of Her Mission to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland», United Nations Human Rights Office of the High Commissioner, 2018, <<https://ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23073&LangID=E>>.

² Colin Crouch, *Post-Democracy*, Polity Press, Cambridge, 2004.